

## Communiqué de presse

# Non à la délocalisation masquée des emplois de Nokia !

Nous, élus des groupes de gauche et écologistes au Conseil régional d'Île-de-France, dénonçons les annonces du groupe Nokia visant à supprimer 1233 emplois en France, dont plus de 831 sur le site de Nozay.

C'est le quatrième plan de licenciement engagé par Nokia en France en 4 ans :

- malgré les 70 millions de crédit impôt-recherche touchés chaque année,
- malgré les engagements pris auprès d'Emmanuel Macron de préserver la R&D en France lors du rachat d'Alcatel-Lucent
- malgré les aides des collectivités locales, comme la mairie de Nozay (91) qui a participé activement à l'installation du groupe sur le site,
- malgré les contrats accordés par la Région Île-de-France dans le cadre du Grand Paris et des JOP 2024,
- malgré les 5,7 milliards de dividendes versés aux actionnaires du groupe sur les 4 dernières années
- malgré le développement continu de l'entreprise dans notre pays, grâce au travail et à la productivité des chercheurs français.

La seule réponse apportée par le PDG de Nokia aux élus des territoires mobilisés aux côtés des salariées et des salariés a été de les assurer que Nokia continuerait à avoir des chercheurs en France. C'est faux. Grâce aux hubs de recherche, l'entreprise a déjà commencé à délocaliser ses chercheurs en Pologne et en Inde.

Combien de temps avant qu'un prochain plan de licenciement ne parachève le démantèlement du site essonnien de Nozay ? A terme, sur un site qui devait compter 5000 salariés, il n'y en aura bientôt plus que 800.

Après les 238 licenciements et la disparition du site francilien d'Arjowiggins (77), après l'annonce de 4000 licenciement chez Renault, de la possible fermeture du site de Choisy-le-Roi (94) et de la réduction de l'activité à Flins (78), après la multiplication des annonces de fermeture d'enseignes, comme André, La Halle, Naf Naf ou Camaïeu qui représentent des milliers d'emploi, nous sonnons l'alerte.

La crise du Covid ne doit pas se solder par un gigantesque plan social en Île-de-France, mêlant faillites et délocalisations, notamment dans nos secteurs industriels et technologiques déjà malmenés. Elle appelle au contraire à ce que les pouvoirs publics luttent de toutes nos forces pour la relocalisation des activités. C'est pour cela que nous interpellons collectivement Valérie Pécresse, à la Commission permanente du Conseil régional du 1<sup>er</sup> juillet.

Voir une entreprise sans scrupule profiter de la terrible crise actuelle pour augmenter ses profits est intolérable. Nous exigeons que Nokia renonce à cette délocalisation masquée. Dans le cas contraire, nous exigerons que les contrats publics noués avec l'entreprise soient cassés et que les aides perçues de l'État et des collectivités soient remboursées.